

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Abéba, Éthiopie B.P.: 3243 Tél. (+251-115) 513 822 Télécopie: (+251-115) 519 321
Courriel: situationroom@africa-union.org

TROISIÈME RÉUNION DU GROUPE DE SUIVI
ET D'ACCOMPAGNEMENT DE LA TRANSITION
AU BURKINA FASO

JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD
LE 12 JUIN 2015

CONCLUSIONS

CONCLUSIONS

1. Le Groupe international de suivi et d'accompagnement de la Transition au Burkina Faso (GISAT-BF) a tenu sa troisième réunion à Johannesburg, en Afrique du Sud, le 12 juin 2015. La réunion a été co-présidée par l'Union africaine (UA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et les Nations unies. La liste des pays et organisations ayant pris part à la réunion figure en bas de page¹.
2. Les Participants ont pris note de la communication du Gouvernement du Burkina Faso sur la situation politique et le processus de transition dans le pays. Ils se sont félicités de la stabilisation du pays, et ont félicité les acteurs burkinabè pour leur rôle dans la mise en œuvre du processus de transition conformément à la Charte constitutionnelle de Transition adoptée en novembre 2014. À cet égard, ils ont renouvelé leur appréciation aux autorités de la Transition, en particulier le Président Michel Kafando, le Premier ministre Yacouba Isaac Zida et le Gouvernement, ainsi qu'à l'ensemble des autres acteurs politiques et de la société civile, pour leur engagement et leurs efforts visant à assurer l'aboutissement de la Transition dans leur pays.
3. Les Participants ont souligné la nécessité que revêt la préservation de l'esprit de consensus dans la conduite de la Transition. Dans ce contexte, ils ont exhorté les acteurs burkinabè à continuer à faire preuve du même sens des responsabilités et à privilégier le dialogue et la concertation en cette phase décisive du processus de transition.
4. Les Participants ont pris note avec satisfaction des conclusions et recommandations de la réunion inaugurale du chapitre local du GISAT-BF tenue à Ouagadougou, le 29 mai 2015. Cette réunion a permis au Groupe d'avoir une interaction soutenue avec les autorités de la Transition, ainsi qu'avec les acteurs politiques et les organisations de la société civile, sur l'état de la Transition, en particulier les préparatifs pour les élections présidentielles et législatives, prévues en octobre 2015, et les élections locales, prévues en janvier 2016.
5. Les Participants ont également pris note des mesures prises dans le cadre du processus électoral, notamment les avancées enregistrées s'agissant de la révision des listes électorales, l'adoption d'un nouveau Code électoral et la question du financement du processus électoral. Ils ont pris note de la mise à jour faite par le Président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) sur l'état d'avancement du processus électoral. Ils ont, à cet égard, souligné la nécessité urgente pour le Gouvernement et la CENI d'actualiser et de finaliser le budget prévisionnel des élections, ainsi que le plan opérationnel détaillé des scrutins à venir, à la suite de la conclusion des opérations de révision des listes électorales. Ils ont également souligné l'urgence de l'opérationnalisation du Comité de pilotage du processus électoral, ce qui

¹ Algérie, Allemagne, Côte d'Ivoire, Égypte, États-Unis, France, Luxembourg, Mali, Niger, Nigeria, Russie, Sénégal et Zimbabwe, CEDEAO, CEN-SAD, Nations unies, OIF, UA et UE

permettra une bonne coordination de l'action des différentes institutions impliquées dans la préparation et l'organisation des élections.

6. Les Participants ont encouragé la mise en place, à toutes les étapes du processus électoral, d'un cadre de concertation entre ces institutions, les partis politiques et la société civile, y compris en ce qui concerne la mise en œuvre du Code électoral. Ils ont, par ailleurs, réaffirmé l'impératif pour l'ensemble des acteurs politiques de continuer à inscrire leurs activités dans le respect scrupuleux des dispositions de la Constitution, de la Charte de Transition et du Code électoral. À cet effet, ils ont rappelé l'importance du principe d'inclusion, qui devrait gouverner le processus de transition menant à l'organisation des élections.

7. Les Participants se sont félicités des contributions déjà annoncées par certains membres du GISAT-BF en vue du financement du processus électoral. Ils ont réitéré leur appel aux membres du Groupe qui ne l'ont pas encore fait à apporter le soutien financier, technique et logistique nécessaire à la tenue d'élections libres, régulières et transparentes au Burkina Faso.

8. Les Participants ont également salué la volonté exprimée des autorités de la Transition et leurs efforts visant à poser les jalons du dispositif juridique nécessaire pour lutter contre l'impunité au Burkina Faso, en tant que dimension importante dans la construction et le renforcement de l'État de droit. Ils ont formé l'espoir que cet élan sera maintenu par tous les acteurs concernés, y compris les autorités qui seront issues des prochaines élections.

9. Les Participants ont noté avec satisfaction la mobilisation continue des pays de la région en appui au processus de transition et de réconciliation au Burkina Faso. Ils ont exprimé leur profonde gratitude aux dirigeants de la région, en particulier les Présidents Macky Sall du Sénégal, Président du Groupe de contact de la CEDEAO sur le Burkina Faso et Président en exercice de la CEDEAO, et John Dramani Mahama du Ghana, Président sortant de la CEDEAO, pour leur soutien constant aux efforts visant à conduire et à parachever la Transition en cours au Burkina Faso.

10. Les Participants ont remercié l'UA, la CEDEAO et les Nations unies, pour leur action conjointe en appui à la Transition au Burkina Faso. Ils ont convenu de tenir la 4^{ème} réunion du Groupe à une date qui sera convenue par voie de consultation. Dans l'intervalle, ils ont demandé au chapitre local du GISAT-BF de suivre la mise en œuvre des conclusions de la présente réunion et de rendre compte des progrès faits et des défis rencontrés.